

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 juillet 2016

TRAVAIL - (N° 3909)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N ° 788

présenté par

Mme Dubié, M. Charasse, M. Claireaux, M. Falorni, M. Giacobbi, M. Giraud, Mme Hobert,
M. Krabal, M. Maggi, Mme Pinel, M. Robert, M. Saint-André et M. Tourret

ARTICLE 27 BIS A

Rédiger ainsi le début de l'alinéa 3 :

« À défaut d'accord, les organisations syndicales satisfaisant aux critères de respect des valeurs républicaines et d'indépendance, légalement constituées depuis au moins deux ans et dont le champ professionnel et géographique couvre celui de l'entreprise ou de l'établissement peuvent ... *(le reste sans changement)* ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin de permettre une meilleure information des salariés sur l'action des organisations syndicales dans leurs entreprises, le présent article prévoit la diffusion de l'information syndicale à travers les outils numériques, dans un cadre compatible avec le bon fonctionnement des entreprises, même en l'absence d'un accord d'établissement.

Dans les Chambres d'Agriculture, il est possible de négocier un accord local sur la mise à disposition de publications syndicales par voie électronique, mais, dans la réalité, peu d'établissements ont ouvert des négociations, bien que tous soient dotés d'intranet et de messageries électroniques.

Or, avec la régionalisation et la dispersion des salariés d'un même établissement sur plusieurs sites, ne pas avoir la possibilité d'utiliser les outils numériques pour communiquer avec les salariés serait préjudiciable pour la communication et la bonne information des salariés et donc au final, pour la qualité du dialogue social.

Cet amendement a pour objet d'offrir aux Chambres d'Agriculture les mêmes opportunités que celles données aux autres entreprises par le projet de loi.